

Impact de l'immigration sur l'augmentation de la criminalité : étude de cas des départements français

Master : Économétrie et Statistiques, parcours Économétrie Appliquée

Auteur : Marteret Achille

Encadrant : Pistolesi Nicolas

Année académique : 2024-2025

Cette étude examine l'impact de l'immigration sur la criminalité par départements en France entre 2006 et 2021. L'analyse montre que l'immigration n'a pas d'effet significatif sur la plupart des types de criminalité. Cependant, elle révèle une baisse des infractions complexes et une hausse des infractions mineures non violentes. Ces résultats soulignent la mise en place de politiques d'intégration et de sensibilisation.

Mots clés : Immigration, Criminalité , Données de Panel, Variables de contrôles, Erreurs standards clusterisées, RStudio

Cadre de l'étude

La France compte 7,3 millions d'immigrés, soit 10,7 % de la population totale en 2023. Cette part importante de la population fait de l'immigration un sujet central dans les débats publics et médiatiques, souvent associée à une hausse de la criminalité. Cette présumée causalité alimente régulièrement les discours populistes et influence certaines orientations politiques et législatives. L'objectif est d'analyser empiriquement si l'immigration constitue un facteur d'augmentation de la criminalité en France. Plus précisément, il s'agit d'évaluer l'effet de la proportion d'immigrés dans la population sur différents indicateurs de criminalité à l'échelle départementale, en s'appuyant sur des données couvrant la période de 2006 à 2021.

La relation entre immigration et criminalité a fait l'objet de nombreuses études et d'une importante littérature empirique, principalement aux États-Unis, où les résultats convergent largement vers l'absence d'une corrélation positive entre ces deux phénomènes. En France, cette thématique demeure moins exhaustive. Cette étude

constitue ainsi une contribution méthodologique et empirique notable, en mobilisant des données de panel départementales sur plusieurs années.

Les données sur la population d'immigrés sont issues des estimations du recensement de la population réalisées par l'INSEE. Les informations sont recueillies via des questionnaires adressés aux habitants à l'échelle infra-communale.

Les données sur la criminalité sont issues du ministère de l'Intérieur, puis du SSMSI à partir de 2014. La base «État 4001 » recense les infractions pénales enregistrées pour la première fois par les services de sécurité, tels que les crimes, délits, atteintes aux biens ou aux personnes, etc. Classés selon 107 catégories appelées «index», ces faits peuvent avoir été portés à la connaissance des autorités par le biais de plaintes, de signalements, de constatations en flagrant délit, ou d'initiatives des forces de l'ordre.

Pour cette étude, trois bases de données ont été constituées selon une méthodologie rigoureuse, garantissant la cohérence temporelle et spatiale, et permettant la généralisation des résultats.

Méthodologie

L'analyse empirique de cette étude repose sur l'estimation de modèles en données de panel, intégrant des effets fixes ainsi que des variables de contrôle, avec des erreurs standards clusterisées au niveaux départemental et annuel. Cette méthode permet de corriger l'hétéroscédasticité et les dépendances intra-groupes.

Ce type de modèle permet de contrôler les hétérogénéités non observées qui sont constantes dans le temps, qui peuvent varier entre les départements (comme la qualité des institutions locales, les politiques d'inclusions et d'intégration des immigrés etc.) ainsi que les chocs communs affectant tous les départements à une même date (comme les événements ou chocs macroéconomiques, les politiques nationales ou les pandémies etc.). Ces différences non observées peuvent influencer et biaiser les phénomènes étudiés.

Équation estimée

L'équation estimée est la suivante :

$$Y_{dt} = \alpha + \beta X_{dt} + \gamma_d + \delta_t + \varepsilon_{dt}$$

L'inclusion des effets fixes γ_d et δ_t permet d'isoler l'effet de la variable explicative X_{dt} sur la variable dépendante Y_{dt} en utilisant uniquement la variation intra-départementale dans le temps, tout en contrôlant pour les différences structurelles entre départements et les tendances globales au fil des années.

Résultats

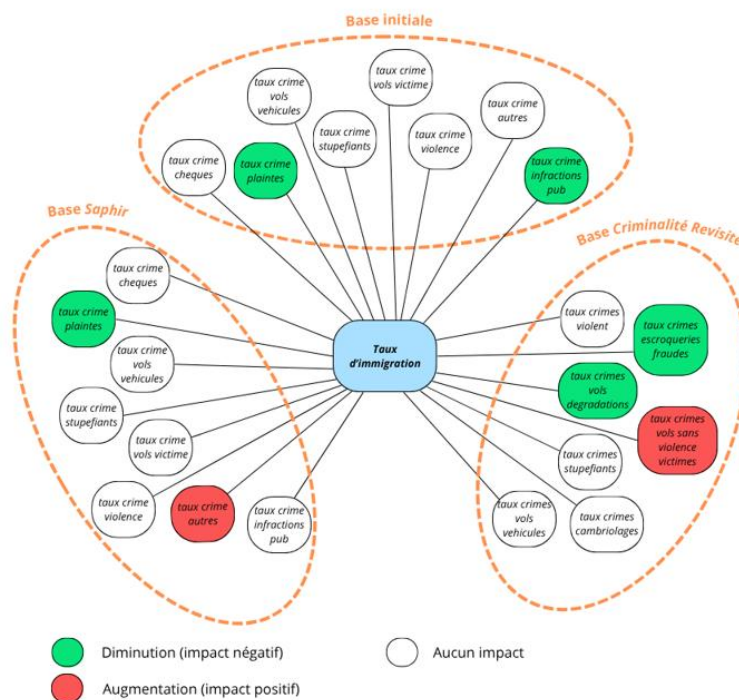
Les résultats des trois bases de données mettent en évidence la prépondérance d'absence de lien statistiquement significatif entre l'immigration et la majorité des indicateurs de criminalité, notamment les crimes violents. Cependant, certains liens varient selon la nature des crimes.

L'immigration a en générale un impact négatif sur les crimes et délits qui requièrent une connaissance approfondie du système, des institutions et de la langues locales comme, les escroqueries et fraudes aux moyens de paiement ou les vols avec ou sans armes et dégradation de biens. Plus précisément, dans la base de données initiale l'immigration provoque une baisse de 69,83 infractions enregistrées par les plaignants et de 40,44 les infractions contre les institutions ou établissements publics. En outre, l'immigration a un impact positif sur les crimes et délits non violent relatif à la précarité comme, les vols sans violence contre des personnes. Mais aussi, sur des crimes et délits de nature hétérogène comme les infractions diverses enregistrées comme "procédures", où le lien causal est difficile à identifier au sein de cet indicateur.

Ces relations négatives peuvent s'expliquer par un phénomène d'auto-sélection des immigrés, souvent motivés et résilients, favorisant une meilleure intégration sociale et une diminution des comportements délictueux. De plus, des réseaux communautaires et des politiques d'intégration efficaces peuvent réduire les incitations à commettre des crimes. Enfin, concernant les infractions signalées par les plaignants, il se peut que dans les zones diversifiées, certaines victimes choisissent de ne pas signaler les incidents. Par ailleurs, les forces de l'ordre peuvent également se concentrer sur d'autres priorités affectant les taux enregistrés.

La figure ci-dessous illustre l'effet de l'immigration sur les différents indicateurs de criminalité, en s'appuyant sur les données issues des diverses bases utilisées.

Figure 1 : Impact du taux d'immigration sur les différents indicateurs de criminalité



Conclusion

La majorité des résultats sont en adéquation avec la littérature et sont clairement soutenus par les travaux d'Alonso-Borrego, Garoupa et Vázquez.¹ Dans cette optique, il apparaît essentiel de renforcer la sensibilisation du grand public et des institutions à la valeur des études scientifiques fondées sur des données fiables et transparentes. Cela implique notamment de promouvoir des politiques publiques inclusives et progressistes, axées sur l'intégration socio-économique des populations immigrées, et de lutter activement contre les discours stigmatisants et les préjugés infondés.

Il serait pertinent d'étudier l'impact réel des politiques d'accueil, d'accès à l'emploi, au logement et à l'éducation à destination des immigrés permettrait d'identifier les dispositifs les plus efficaces. Cela orienterait les politiques publiques vers des leviers ayant démontré leur efficacité.

Enfin, élargir le champ de cette recherche à l'ensemble des déterminants influençant la criminalité en France, au-delà du seul facteur migratoire, serait essentiel afin de mieux comprendre les dynamiques complexes de la criminalité.

¹ Alonso-Borrego, C., Garoupa, N., & Vázquez, P. (2012). Does immigration cause crime? Evidence from Spain. *American Law and Economics Review*, 14(1), 165–191.